

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993 en 27 februari 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen de verontreiniging;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 juli 2001 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution",

Besluit :

Enig artikel. Artikel 19 van het huishoudelijk reglement van de "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution" wordt gewijzigd als volgt :

« De Commissie in plenaire vergadering kan enkel rechtsgeldig beraadslagen als de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Een gewoon lid mag volmacht geven, bij afwezigheid van zijn plaatsvervanger, aan een ander gewoon lid. Een gewoon lid mag slechts houder zijn van één enkele volmacht.

De volmachten moeten per brief of per fax meegedeeld worden aan degene voor wie ze bestemd zijn en aan het secretariaat ten minste 24 uur vóór de vergadering, of overhandigd worden in de loop van de vergadering. In beide gevallen moet het bij de bijeenroeping gevoegde formulier worden ingevuld.

Voor het begin van elke vergadering moet de Commissie het aantal aanwezigheden en aanvaardbare volmachten vaststellen.

Indien niet wordt voldaan aan de in § 1 bedoelde voorwaarde, wordt de Commissie binnen acht dagen opnieuw bijengeroepen met dezelfde agenda en kan ze rechtsgeldig stemmen ongeacht het aantal afwezige of vertegenwoordigde leden.

Het behoorlijk bijengeroepen Bureau komt rechtsgeldig bijeen ongeacht het aantal afwezige leden. »

Namen, 22 mei 2002.

M. FORET



F. 2002 — 2035

[C - 2002/27532]

31 JUILLET 2001. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié par les décrets du 23 juin 1994 et du 15 avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2001 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, notamment l'article 15;

Vu le projet de règlement d'ordre intérieur proposé par l'assemblée plénière du 30 novembre 2000;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 2001 portant désignation des membres effectifs et suppléants de la plateforme permanente pour la gestion intégrée de l'eau (PPGIE),

Arrête :

Article 1^{er}. Le projet de règlement d'ordre intérieur proposé par l'assemblée plénière du 30 novembre 2000 est approuvé.

Art. 2. Le règlement d'ordre intérieur pris en exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

Namur, le 31 juillet 2001.

M. FORET

ANNEXE

Règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative des Eaux

Projet approuvé par l'assemblée plénière du 30 novembre 2000

Article 1^{er}. Pour l'ensemble de ce règlement d'ordre intérieur, il faut entendre par :

Décret du 25 mai 1983 : le décret du 25 mai 1983 modifiant la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instituant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Décret du 7 octobre 1985 : le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié par le décret du 23 juin 1994.

Décret du 30 avril 1990 : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, modifié par les décrets du 23 décembre 1993 et du 27 février 1996.

Arrêté : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution.

Commission : la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution dans l'ensemble de ses activités, fonctionnant dans le cadre de l'article 48 du décret du 7 octobre 1985 et de l'article 16 du décret du 30 avril 1990.

Membres : les membres effectifs, ou à défaut leur suppléant, nommés par arrêté ministériel.

Groupe : chacun des trois groupes tels que désignés à l'article 2 de l'arrêté.

Administration : l'Inspection générale de l'Eau de l'Administration régionale wallonne, ou les délégués qu'elle désigne.

Ministre : le (ou les) Ministre(s) du Gouvernement qui a (ont) l'eau dans ses (leurs) attributions.

Art. 2. Pour l'ensemble de ses activités, la Commission fonctionne sous l'autorité de son président, et à défaut de son vice-président.

Art. 3. Les sièges de la Commission et de son secrétariat sont fixés dans les locaux du CESRW, rue du Vertbois 13c, à 4000 Liège. La Commission peut cependant décider de tenir ses réunions en tout autre endroit.

BUREAU

Art. 4. Le Bureau de la Commission est composé du président, du vice-président, d'un représentant (effectif ou suppléant) de chaque groupe désigné en vertu de l'article 10 du présent règlement d'ordre d'intérieur, et du secrétariat. Les représentants de l'Administration et du Ministre peuvent y assister.

Art. 5. Le Bureau se réunit sur convocation du président toutes les fois que celui-ci le juge nécessaire, ou à la demande du vice-président ou de deux représentants effectifs de groupe au Bureau.

Art. 6. Les décisions du Bureau se prennent à l'unanimité. Ont le droit de vote le président, le vice-président et le représentant de chacun des groupes.

Art. 7. Le Bureau organise les travaux de la Commission, assure la conduite du secrétariat, et gère le budget annuel alloué au fonctionnement de la Commission.

GROUPES DE TRAVAIL

Art. 8. La Commission réunie en séance plénière ou le Bureau peut décider de soumettre l'examen d'une question particulière à un groupe de travail, dont elle choisit le président et les participants. Le groupe de travail rend compte des résultats de ses travaux devant l'assemblée qui l'a créé, en exprimant les différents points de vue émis. L'existence du groupe de travail est limitée à l'examen de la question pour laquelle il a été créé.

GROUPES

Art. 9. La Commission se compose de trois groupes de 12 membres effectifs et de 12 membres suppléants, définis à l'article 2 de l'arrêté.

Art. 10. Les groupes peuvent se réunir selon des modalités qui leur sont propres. Chaque groupe désigne, selon des modalités et pour une période qu'il lui appartient de préciser, ses représentants (effectif et suppléant) au Bureau, où ils en seront les porte-parole. Les représentants des groupes au Bureau sont choisis parmi les membres effectifs de la Commission.

FONCTIONNEMENT

Art. 11. La Commission se réunit en séance plénière au moins une fois l'an sur convocation de son président pour l'approbation du rapport d'activité.

Art. 12. L'Administration peut participer aux séances plénières de la Commission. Le Ministre peut envoyer des observateurs aux séances plénières de la Commission.

Art. 13. Pour l'ensemble de ses activités, la Commission se réunit sur convocation du Président qui fixe l'ordre du jour. La convocation énonce les différents points à l'ordre du jour et comporte en annexe les documents relatifs à ceux-ci.

Art. 14. Toute proposition de délibération écrite et signée par un tiers des membres au moins, parvenue au président vingt jours avant une réunion de la Commission, doit être inscrite à l'ordre du jour de celle-ci. Si elle parvient plus tard, elle sera inscrite d'office à l'ordre du jour de la séance suivante.

Art. 15. Aucun sujet étranger à l'ordre du jour ne peut être discuté, à moins qu'il ne résulte d'une demande du Ministre ou d'une initiative du Bureau.

Art. 16. L'ordre du jour d'une séance plénière peut comporter un point « DIVERS » dans lequel de brèves communications peuvent être faites sans que la demande n'ait été formulée préalablement.

Art. 17. La convocation à une séance plénière est envoyée à tous les membres, effectifs et suppléants, au président et vice-président de la Commission, au Ministre et à l'Administration, au moins dix jours avant la séance.

La convocation à un groupe de travail est envoyée au président et vice-président de la Commission, au président du groupe de travail, aux membres qui le compose, au Ministre et à l'Administration au moins dix jours avant la séance.

La convocation à une réunion du Bureau est envoyée au président, au vice-président, aux trois membres effectifs désignés par les groupes, au Ministre et à l'Administration au moins cinq jours avant la séance.

En cas d'urgence, pour l'ensemble des activités de la Commission, les documents relatifs à l'ordre du jour peuvent être envoyés dans des délais plus courts, voire être distribués en séance. La convocation est signée par le secrétaire et dans la mesure du possible par le président.

Art. 18. La réunion de la Commission en séance plénière et du Bureau est présidée par le président de la Commission, ou en son absence par le vice-président. En cas d'absence conjuguée des personnes visées ci-dessus, les membres présents désignent le président de séance. En cas de désaccord, la présidence de séance sera assurée par le membre du Bureau le plus âgé présent, ou à défaut par le membre le plus âgé présent.

Art. 19. La Commission réunie en séance plénière ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la Commission est reconvoquée dans les huit jours avec le même ordre du jour et elle vote valablement quel que soit le nombre de membres présents. Le Bureau dûment convoqué se réunit valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 20. Que ce soit en séance plénière de la Commission ou en Bureau, un membre suppléant remplace valablement son effectif en l'absence de ce dernier. Il jouit alors des mêmes prérogatives que le membre effectif. En séance plénière de la Commission, le membre suppléant peut participer à titre d'observateur aux réunions auxquelles son effectif est présent. En Bureau, le membre suppléant ne peut participer aux réunions qu'en l'absence de son effectif.

Art. 21. Si un membre effectif compte au moins trois absences successives à des réunions de Commission auxquelles il a été dûment convoqué, sans s'être excusé ou fait remplacer par son suppléant éventuel, le Bureau peut demander au Ministre d'entreprendre les démarches en vue de pourvoir à son remplacement conformément aux dispositions de l'arrêté.

Si un représentant effectif des groupes au Bureau compte au moins trois absences successives à des réunions du Bureau auxquelles il a été dûment convoqué sans s'être excusé ou fait remplacer par son suppléant éventuel, le Bureau peut demander au groupe auquel il appartient d'entreprendre des démarches en vue de pourvoir à son remplacement conformément à l'article 10.

Art. 22. Le Bureau peut, soit d'initiative, soit à la demande d'un membre au moins de la Commission, solliciter la présence d'un expert à tout ou partie d'une réunion de la Commission en séance plénière ou d'un groupe de travail. En cas d'urgence, la décision peut être prise par le président, ou à défaut par le vice-président.

Art. 23. Les avis sont pris à la majorité simple des voix émises. A la demande d'un membre de la Commission, une note reprenant l'avis des minorités peut être jointe à l'avis.

Art. 24. Les votes sont nominatifs. Le scrutin secret est d'application d'office lorsqu'il porte sur des questions de personnes. En cas d'égalité de voix, la proposition est rejetée lors d'un scrutin secret, et dans les autres cas, le vote du président de séance est prépondérant.

Art. 25. Les avis, recommandations et propositions émis par la Commission en séance plénière sont transmis au Ministre par le président.

Art. 26. La Commission établit un rapport d'activité annuel qu'elle soumet au Ministre et au président du CESRW conformément au décret du 25 mai 1983.

Art. 27. Le Secrétariat assiste aux séances plénières de la Commission, aux réunions du Bureau, et des groupes de travail auprès desquels il assume la fonction de rapporteur. Il peut également jouer ce rôle à l'égard des groupes, si ceux-ci en font la demande. Le secrétaire, en collaboration avec l'Administration, réunit la documentation utile aux travaux de la Commission et remplit toutes les missions nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

Art. 28. Toute correspondance relative à la Commission et à ses activités doit être adressée au président à l'adresse du siège du Secrétariat. Les archives de la Commission sont conservées au Secrétariat.

Art. 29. Aucun document relatif aux travaux de la Commission, à l'exception des avis, ne peut être divulgué sauf décision du Bureau. Un devoir d'extrême réserve s'impose aux membres effectifs, suppléants, experts ou invités, ainsi qu'aux organisations qu'ils représentent.

Art. 30. Tout participant aux séances plénières de la Commission et aux réunions des groupes, du Bureau et des groupes de travail bénéficie du remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues à l'article 14 de l'arrêté.

Art. 31. Le présent règlement d'ordre intérieur, ainsi que toute modification ultérieure doit être approuvé par la Commission en séance plénière, puis envoyé au Ministre par le président pour approbation.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2001 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution.

Namur, le 31 juillet 2001.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 2035

[C — 2002/27532]

31. JULI 2001 — Ministerialerlass zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Juni 1994 und vom 15. April 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. März 2001 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des Entwurfs einer allgemeinen Dienstordnung, der durch die Plenarsitzung vom 30. November 2000 vorgeschlagen wurde;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. Februar 2001 zur Bestellung der effektiven und der stellvertretenden Mitglieder der ständigen Plattform für die integrierte Wasserbewirtschaftung («P.P.G.I.E.»);

Beschließt:

Artikel 1 - Der Entwurf einer allgemeinen Dienstordnung, der durch die Plenarsitzung vom 30. November 2000 vorgeschlagen wurde, wird genehmigt.

Art. 2 - Die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 angenommene allgemeine Dienstordnung wird aufgehoben.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2001 in Kraft.

Namur, den 31. Juli 2001

M. FORET

ANLAGE

Allgemeine Dienstordnung der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers

Durch die Plenarsitzung vom 30. November 2000 genehmigter Entwurf

Artikel 1 - Für die Gesamtheit dieser allgemeinen Dienstordnung gelten folgende Definitionen:

Dekret vom 25. Mai 1983: das Dekret vom 25. Mai 1983 zur Abänderung des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines «Conseil économique et social de la Région wallonne» (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Dekret vom 7. Oktober 1985: das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

Dekret vom 30. April 1990: das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993 und vom 27. Februar 1996;

Erlass: der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Kommission: die beratende Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung für die Gesamtheit ihrer Tätigkeiten im Rahmen von Artikel 48 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 oder von Artikel 16 des Dekrets vom 30. April 1990;

Mitglieder: die effektiven Mitglieder, oder in Ermangelung derselben, ihre Vertreter, die durch Ministerialerlass ernannt werden;

Gruppe: jede der drei Gruppen gemäß Artikel 2 des Erlasses;

Verwaltung: die Generalinspektion für Wasser der wallonischen Regionalverwaltung oder die Beauftragten, die sie bestellt;

Minister: der (oder die) Minister der Regierung, zu dessen (deren) Zuständigkeit(en) das Wasser gehört.

Art. 2 - Für die Gesamtheit ihrer Tätigkeiten arbeitet die Kommission unter der Aufsicht ihres Vorsitzenden, oder in Ermangelung desselben, seines Stellvertreters.

Art. 3 - Der Sitz der Kommission und deren Sekretariats wird in den Räumlichkeiten des «CESRW» (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region), rue du Vertbois 13c, in 4000 Lüttich festgelegt. Die Kommission kann jedoch beschließen, sich anderenorts zu versammeln.

VORSTAND

Art. 4 - Der Vorstand der Kommission setzt sich aus dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden, einem (effektiven oder stellvertretenden) Vertreter jeder aufgrund von Artikel 10 der vorliegenden allgemeinen Dienstordnung bestellten Gruppe und dem Sekretariat zusammen. Die Vertreter der Verwaltung und des Ministers sind berechtigt, den Versammlungen des Vorstands beizuwohnen.

Art. 5 - Der Vorstand versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden, jedes Mal wenn dieser es für notwendig hält, oder auf Antrag des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei effektiven Gruppenvertretern beim Vorstand.

Art. 6 - Die Beschlüsse des Vorstands werden einstimmig gefasst. Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und der Vertreter jeder Gruppe sind stimmberechtigt.

Art. 7 - Der Vorstand organisiert die Arbeiten der Kommission, übernimmt die Schriftführung und verwaltet die für die Funktion der Kommission bewilligten jährlichen Haushaltsmittel.

ARBEITSGRUPPEN

Art. 8 - Die in Plenarsitzung versammelte Kommission oder der Vorstand können beschließen, eine spezifische Arbeitsgruppe, deren Vorsitzenden und Teilnehmer sie auswählt, mit der Überprüfung einer besonderen Frage zu beauftragen. Die Arbeitsgruppe berichtet über die Ergebnisse ihrer Arbeiten vor der Versammlung, die sie eingesetzt hat, und gibt die verschiedenen geäußerten Auffassungen an. Das Leben der Arbeitsgruppe wird auf die Dauer, die für die Überprüfung der Frage, für die sie eingesetzt wurde, notwendig ist, begrenzt.

GRUPPEN

Art. 9 - Die Kommission besteht aus drei in Artikel 2 des Erlasses bestimmten Gruppen von 12 effektiven Mitgliedern und 12 stellvertretenden Mitgliedern.

Art. 10 - Die Gruppen können sich nach ihren eigenen Modalitäten versammeln. Nach den Modalitäten und für die Dauer, die sie klarstellen muss, bezeichnet jede Gruppe ihre (effektiven und stellvertretenden) Vertreter beim Vorstand, bei dem sie ihre jeweiligen Wortführer werden. Die Vertreter der Gruppen beim Vorstand werden unter den effektiven Mitgliedern der Kommission ausgewählt.

ARBEITSWEISE

Art. 11 - Die Kommission versammelt sich in Plenarsitzung mindestens einmal im Jahr auf Einberufung ihres Vorsitzenden, um den Tätigkeitsbericht zu genehmigen.

Art. 12 - Die Verwaltung ist berechtigt, an den Plenarsitzungen der Kommission teilzunehmen. Der Minister kann Beobachter zu den Plenarsitzungen der Kommission abordnen.

Art. 13 - Für die Gesamtheit ihrer Tätigkeiten versammelt sich die Kommission auf Einberufung des Vorsitzenden, der die Tagesordnung festlegt. Die Einberufung gibt die verschiedenen Punkte der Tagesordnung an und umfasst in der Anlage die verschiedenen einschlägigen Dokumente.

Art. 14 - Jeder Beschlussvorschlag, der von mindestens einem Drittel der Mitglieder verfasst und unterzeichnet wurde, und 20 Tage vor der Versammlung der Kommission beim Vorsitzenden eingegangen ist, muss auf die Tagesordnung dieser Versammlung gesetzt werden. Wenn er später eingegangen ist, wird er von Amts wegen auf die Tagesordnung der folgenden Sitzung gesetzt.

Art. 15 - Kein der Tagesordnung fremdes Thema darf behandelt werden, außer wenn es sich aus einem Antrag des Ministers oder einer Initiative des Vorstands ergibt.

Art. 16 - Die Tagesordnung einer Plenarsitzung kann einen «VERSCHIEDENES» genannten Punkt anführen, in dem kurze Mitteilungen ohne vorherige Beantragung gemacht werden können.

Art. 17 - Die Einberufung zu einer Plenarsitzung wird den gesamten effektiven und stellvertretenden Mitgliedern, dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden der Kommission, dem Minister und der Verwaltung mindestens 10 Tage vor der Sitzung übermittelt.

Die Einberufung zu einer Arbeitsgruppe wird dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden der Kommission, dem Vorsitzenden der Arbeitsgruppe, den Mitgliedern, die sie zusammensetzen, dem Minister und der Verwaltung mindestens 10 Tage vor der Sitzung geschickt.

Die Einberufung zu einer Versammlung des Vorstands wird dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden, den drei effektiven von den Gruppen bestellten Mitgliedern, dem Minister und der Verwaltung mindestens 5 Tage vor der Sitzung übermittelt.

Für die Gesamtheit der Tätigkeiten der Kommission können die Dokumente betreffend die Tagesordnung in dringenden Fällen innerhalb einer kürzeren Frist geschickt, oder sogar bei der Sitzung selbst verteilt werden. Die Einberufung wird vom Sekretär und, soweit es möglich ist, vom Vorsitzenden unterzeichnet.

Art. 18 - Der Vorsitz der in Plenarsitzung tagenden Kommission und des Vorstands wird vom Vorsitzenden der Kommission, oder wenn dieser abwesend ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden geführt. Im Falle der Abwesenheit der beiden oben erwähnten Personen bezeichnen die anwesenden Mitglieder den Vorsitzenden der Sitzung. Im Falle einer Uneinigkeit wird der Vorsitz der Sitzung vom ältesten anwesenden Mitglied des Vorstands oder mangels dessen vom ältesten anwesenden Mitglied geführt.

Art. 19 - Die Beschlüsse der in Plenarsitzung versammelten Kommission sind nur dann gültig, wenn die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird die Kommission innerhalb von acht Tagen mit derselben Tagesordnung wieder einberufen. Ihre Beschlüsse sind dann gültig, welche die Anzahl der anwesenden Mitglieder auch sein mag. Der ordnungsmäßig einberufene Vorstand versammelt sich auf gültige Weise, welche die Anzahl der anwesenden Mitglieder auch sein mag.

Art. 20 - Sei es bei einer Plenarsitzung der Kommission oder des Vorstands, ein stellvertretendes Mitglied ersetzt auf gültige Weise das entsprechende effektive Mitglied, wenn dieses abwesend ist. Es hat dann dieselben Befugnisse wie das effektive Mitglied. Was die Plenarsitzungen der Kommission angeht, kann das stellvertretende Mitglied an den Versammlungen, bei denen das entsprechende effektive Mitglied anwesend ist, als Beobachter teilnehmen. Das stellvertretende Mitglied kann nur dann an den Versammlungen des Vorstands teilnehmen, wenn das entsprechende effektive Mitglied abwesend ist.

Art. 21 - Wenn ein effektives Mitglied mindestens drei Mal aufeinanderfolgend bei den Versammlungen der Kommission, zu denen er ordnungsmäßig einberufen wurde, abwesend ist, ohne dass es sich entschuldigt hat oder sich durch seinen eventuellen Stellvertreter ersetzen hat lassen, kann der Vorstand den Minister ersuchen, die notwendigen Schritte einzuleiten, um dieses Mitglied gemäß den Bestimmungen des Erlasses zu ersetzen.

Wenn ein effektiver Vertreter der Gruppen beim Vorstand mindestens drei Mal aufeinanderfolgend bei den Versammlungen des Vorstands, zu denen er ordnungsmäßig einberufen wurde, abwesend ist, ohne dass es sich entschuldigt hat oder sich durch seinen eventuellen Stellvertreter ersetzen hat lassen, kann der Vorstand die Gruppe, der er angehört, ersuchen, die notwendigen Schritte einzuleiten, um dieses Mitglied gemäß Artikel 10 zu ersetzen.

Art. 22 - Der Vorstand kann entweder auf eigene Initiative oder auf Antrag von mindestens einem Mitglied der Kommission die Anwesenheit eines Sachverständigen bei der Gesamtheit oder einem Teil der Versammlung der Kommission in Plenarsitzung oder der Versammlung einer Arbeitsgruppe beantragen. Notfalls kann der Beschluss von dem Vorsitzenden oder mangels dessen von dem stellvertretenden Vorsitzenden gefasst werden.

Art. 23 - Die Gutachten werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen angenommen. Auf Antrag eines Mitglieds der Kommission kann eine Notiz, in der die Stellungnahme der Minderheiten angegeben wird, dem Gutachten beigelegt werden.

Art. 24 - Die Abstimmungen erfolgen mit namentlicher Stimmabgabe. Eine geheime Abstimmung findet von Amts wegen Anwendung, wenn sie personenrelevante Angelegenheiten angeht. Bei einer geheimen Abstimmung wird der Vorschlag bei Stimmgleichheit abgelehnt und in den anderen Fällen ist die Stimme des Vorsitzenden der Sitzung ausschlaggebend.

Art. 25 - Die von der Kommission in Plenarsitzung abgegebenen Gutachten sowie geäußerten Empfehlungen und Vorschläge werden vom Vorsitzenden dem Minister übermittelt.

Art. 26 - Die Kommission erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht, den sie gemäß dem Dekret vom 25. Mai 1983 dem Minister und dem Vorsitzenden des «CESRW» vorlegt.

Art. 27 - Das Sekretariat wohnt den Plenarsitzungen der Kommission, den Versammlungen des Vorstands und der Arbeitsgruppen bei, bei denen es für die Berichterstattung sorgt. Diese Rolle kann es ebenfalls bei den Gruppen ausüben, die es beantragen. Der Sekretär stellt in Zusammenarbeit mit der Verwaltung die Dokumentation zusammen, die für die Arbeiten der Kommission nützlich ist, und erfüllt alle Aufgaben, die erforderlich sind, damit diese Kommission reibungslos arbeiten kann.

Art. 28 - Jeder Briefwechsel bezüglich der Kommission und ihrer Tätigkeiten muss dem Vorsitzenden an die Anschrift des Sitzes des Sekretariats übermittelt werden. Die Archive der Kommission werden beim Sekretariat aufbewahrt.

Art. 29 - Kein Dokument über die Arbeiten der Kommission, mit Ausnahme der Gutachten, kann verbreitet werden, außer wenn der Vorstand dies beschließt. Eine strenge Amtsverschwiegenheit wird den effektiven und stellvertretenden Mitgliedern, den Sachverständigen oder den eingeladenen Personen sowie den Organisationen, die sie vertreten, auferlegt.

Art. 30 - Jeder Teilnehmer an den Plenarsitzungen der Kommission und an den Versammlungen der Gruppen, des Vorstands und der Arbeitsgruppen hat Anspruch auf die Rückzahlung der Fahrtkosten nach den in Artikel 14 des Erlasses festgelegten Modalitäten.

Art. 31 - Die vorliegende allgemeine Dienstordnung sowie jede spätere Abänderung müssen von der in Plenarsitzung tagenden Kommission genehmigt und vom Vorsitzenden dem Minister zur Genehmigung zugeschickt werden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Juli 2001

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

N. 2002 — 2035

[C — 2002/27532]

31 JULI 2001. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution" (Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen de verontreiniging)

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, gewijzigd bij de decreten van 23 juni 1994 en 15 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution", inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het ontwerp van huishoudelijk reglement voorgelegd door de plenaire vergadering van 30 september 2000;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 februari 2001 tot aanwijzing van de gewone en plaatsvervangende leden van het vaste platform voor geïntegreerd waterbeheer (« P.P.G.I.E. »),

Besluit :

Artikel 1. Het ontwerp van huishoudelijk reglement voorgelegd door de plenaire vergadering van 30 november 2000 wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het huishoudelijk reglement genomen ter uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2001.

Namen, 31 juli 2001.

M. FORET

BIJLAGE

**Huishoudelijk reglement van de « Comission consultative des Eaux »
(Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen de verontreiniging)**

Ontwerp goedgekeurd door de plenaire vergadering van 30 november 2000

Artikel 1. Voor dit huishoudelijk reglement wordt verstaan onder :

Decreet van 25 mei 1983 : het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Decreet van 7 oktober 1985 : het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994.

Decreet van 30 april 1990 : het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993 en 27 februari 1996.

Besluit : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen de verontreiniging.

Commissie : de "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution" die, voor het geheel van haar activiteiten, ressorteert onder artikel 16 van het decreet van 30 april 1990.

Leden : de gewone leden of, bij ontstentenis, hun plaatsvervangers, benoemd bij ministerieel besluit.

Groep : elk van de drie groepen bedoeld in artikel 2 van het besluit.

Bestuur : de Inspectie-generaal Water van het Waals Gewestelijk Bestuur of de daardoor aangewezen afgevaardigden.

Minister : de Minister(s) van de Regering die bevoegd is (zijn) voor het water.

Art. 2. Voor het geheel van haar activiteiten ressorteert de Commissie onder haar voorzitter en, bij ontstentenis, onder haar ondervoorzitter.

Art. 3. De zetels van de Commissie en van haar secretariaat zijn gelegen in de lokalen van de "CESRW" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), rue du Vertbois 13c, te 4000 Luik. Bij beslissing van de Commissie mogen de vergaderingen echter plaatsvinden op elke andere plaats.

BUREAU

Art. 4. Het Bureau van de Commissie is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter, een (gewoon of plaatsvervangend) vertegenwoordiger van elke groep aangewezen krachtens artikel 10 van dit huishoudelijk reglement, en het secretariaat. De vertegenwoordigers van het Bestuur en van de Minister mogen de vergaderingen van het Bureau bijwonen.

Art. 5. Het Bureau komt bijeen op uitnodiging van de voorzitter, telkens als die het noodzakelijk acht, of op aanvraag van de ondervoorzitter of van twee gewone vertegenwoordigers van een groep in het Bureau.

Art. 6. De beslissingen van het Bureau worden genomen met eenparigheid van stemmen. De voorzitter, de ondervoorzitter en de vertegenwoordiger van elke groep beschikken over het stemrecht.

Art. 7. Het Bureau organiseert de werken van de Commissie, zorgt voor het secretariaat en beheert de jaarlijkse begroting toegekend voor de werking van de Commissie.

WERKGROEPEN

Art. 8. De Commissie in plenaire vergadering of het Bureau kunnen beslissen om een werkgroep, waarvan de voorzitter en de deelnemers door deze organen worden gekozen, te belasten met het onderzoek van een bijzondere vraag. De werkgroep brengt verslag uit over de resultaten van zijn werken voor de vergadering die hem opgericht heeft, en moet zodoende de verschillende standpunten weergeven. Het bestaan van de werkgroep wordt beperkt tot het onderzoek van de vraag waarvoor hij werd opgericht.

GROEPEN

Art. 9. De Commissie is samengesteld uit drie groepen van 12 gewone leden en 12 plaatsvervangende leden, die bedoeld zijn in artikel 2 van het besluit.

Art. 10. De groepen mogen bijeenkomen volgens hun eigen modaliteiten. Elke groep wijst, volgens modaliteiten en voor een termijn die hij moet vaststellen, zijn (gewone en plaatsvervangende) vertegenwoordigers aan binnen het Bureau, waar ze als woordvoerder van die groepen zullen optreden. De vertegenwoordigers van de groepen binnen het Bureau worden gekozen onder de gewone leden van de Commissie.

WERKING

Art. 11. De Commissie komt in plenaire vergadering bijeen ten minste één keer per jaar na bijeenroeping door haar voorzitter voor de goedkeuring van het activiteitenverslag.

Art. 12. Het Bestuur mag de plenaire vergaderingen van de Commissie bijwonen. De Minister mag waarnemers toesturen naar de plenaire vergaderingen van de Commissie.

Art. 13. Voor het geheel van haar activiteiten komt de Commissie bijeen na bijeenroeping door de Voorzitter die de agenda vaststelt. De bijeenroeping vermeldt de verschillende punten die op de agenda staan en bevat de desbetreffende stukken in bijlage.

Art. 14. Elk voorstel van beslissing, geschreven en ondertekend door ten minste één derde van de leden, en ontvangen door de voorzitter uiterlijk 20 dagen vóór een vergadering van de Commissie, moet op haar agenda worden geplaatst. Indien het voorstel later wordt ontvangen, wordt het van ambtswege op de agenda van de volgende vergadering geplaatst.

Art. 15. Indien een punt niet op de agenda staat, wordt het niet besproken, behalve op vraag van de Minister of op initiatief van het Bureau.

Art. 16. De agenda van een plenaire vergadering mag een punt "VARIA" bevatten waarin korte mededelingen mogen worden gedaan zonder voorafgaande aanvraag.

Art. 17. De bijeenroeping voor een plenaire vergadering wordt gestuurd aan alle gewone en plaatsvervangende leden, aan de voorzitter en ondervoorzitter van de Commissie, aan de Minister en aan het Bestuur, ten minste 10 dagen vóór de vergadering.

De bijeenroeping voor de vergadering van een werkgroep wordt gestuurd aan de voorzitter en ondervoorzitter van de Commissie, aan de voorzitter van de werkgroep, aan de leden die deze samenstellen, aan de Minister en aan het Bestuur ten minste 10 dagen vóór de vergadering.

De bijeenroeping voor een vergadering van het Bureau wordt gestuurd aan de voorzitter, aan de ondervoorzitter, aan drie gewone leden aangewezen door de groepen, aan de Minister en aan het Bestuur, ten minste 5 dagen vóór de vergadering.

Voor het geheel van de activiteiten van de Commissie mogen de stukken betreffende de agenda in geval van dringende noodzakelijkheid binnen kortere termijnen worden gestuurd, of eventueel worden uitgedeeld tijdens de vergadering. De bijeenroeping wordt ondertekend door de secretaris en voorzover mogelijk door de voorzitter.

Art. 18. Het voorzitterschap van de Commissie in plenaire vergadering en van het Bureau wordt waargenomen door de voorzitter van de Commissie of, indien hij afwezig is, door de ondervoorzitter. Bij gelijktijdige afwezigheid van bovenbedoelde personen wordt de voorzitter van de vergadering aangewezen door de aanwezige leden. Bij onenigheid wordt het voorzitterschap van de vergadering waargenomen door het oudste aanwezige lid van het Bureau of, bij ontstentenis, door het oudste aanwezige lid.

Art. 19. De Commissie in plenaire vergadering kan enkel rechtsgeldig beraadslagen als de helft van de leden aanwezig zijn. Indien niet wordt voldaan aan die voorwaarde, wordt de Commissie opnieuw bijeengeroepen binnen acht dagen met dezelfde agenda en kan ze rechtsgeldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden. Het behoorlijk bijeengeroepen Bureau komt rechtsgeldig bijeen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 20. Op een plenaire vergadering van de Commissie of op een vergadering van het Bureau wordt een gewoon lid, indien hij afwezig is, rechtsgeldig vervangen door het plaatsvervangende lid. Het plaatsvervangende lid geniet dan dezelfde prerogatieven als het gewone lid. Op een plenaire vergadering van de Commissie mag het plaatsvervangende lid als waarnemer deelnemen aan de vergaderingen waarop het gewone lid aanwezig is. Op een vergadering van het Bureau mag het plaatsvervangende lid enkel bij afwezigheid van het gewoon lid deelnemen aan de vergaderingen.

Art. 21. Indien een gewoon lid ten minste drie opeenvolgende keren afwezig is op vergaderingen van de Commissie waarvoor hij behoorlijk werd opgeroepen zonder verontschuldigd te zijn of zich te laten vervangen door zijn eventuele plaatsvervanger, mag het Bureau de Minister vragen om stappen te ondernemen met het oog op zijn vervanging overeenkomstig de bepalingen van het besluit.

Indien een gewone vertegenwoordiger van de groepen op het Bureau ten minste drie opeenvolgende keren afwezig is van vergaderingen van het Bureau waarvoor hij behoorlijk werd opgeroepen zonder verontschuldigd te zijn of zich te laten vervangen door zijn eventuele plaatsvervanger, mag het Bureau de groep waartoe hij behoort vragen om stappen te ondernemen met het oog op zijn vervanging overeenkomstig artikel 10.

Art. 22. Het Bureau mag, op eigen initiatief of op verzoek van minstens één lid van de Commissie, de aanwezigheid vragen van een deskundige op geheel of gedeelte van een vergadering van de Commissie in plenaire vergadering of van een werkgroep. Bij dringende noodzakelijkheid mag de beslissing worden genomen door de voorzitter of, bij ontstentenis, door de ondervoorzitter.

Art. 23. De adviezen worden gegeven bij gewone meerderheid van stemmen. Op aanvraag van een lid van de Commissie kan een nota die het advies van de minderheden bevat, worden gevoegd bij het advies.

Art. 24. Alle stemmen zijn naamstemmen. De geheime stemming is van toepassing wanneer ze personen betreft. Bij staking van stemmen wordt het voorstel afgewezen bij geheime stemming en in andere gevallen is de stem van de voorzitter van de vergadering beslissend.

Art. 25. De adviezen, aanbevelingen en voorstellen uitgebracht door de Commissie in plenaire vergadering worden doorgestuurd door de voorzitter aan de Minister.

Art. 26. De Commissie maakt een jaarlijks activiteitenverslag op en onderwerpt het aan de Minister en aan de "CESRW", overeenkomstig het decreet van 25 mei 1983.

Art. 27. Het Secretariaat neemt deel aan de plenaire vergaderingen van de Commissie, aan de vergaderingen van het Bureau en, als verslaggever, aan de werkgroepen. Het kan ook die opdracht vervullen ten aanzien van de groepen indien die daarom verzoeken. De secretaris, in samenwerking met het Bestuur, verzamelt de documentatie die noodzakelijk is voor de werkzaamheden van de Commissie en vervult alle opdrachten die nodig zijn voor de goede werking daarvan.

Art. 28. Elke correspondentie betreffende de Commissie en haar activiteiten moet worden gestuurd aan de voorzitter op het adres van de zetel van het Secretariaat. De archieven van de Commissie worden bewaard in het Secretariaat.

Art. 29. Geen stuk betreffende de werken van de Commissie, met uitzondering van adviezen, mag worden bekendgemaakt zonder voorafgaande overeenstemming van het Bureau. De gewone, plaatsvervangende of uitgenodigde leden, de deskundigen alsook de organisaties die ze vertegenwoordigen, zijn verplicht tot uiterste geheimhouding.

Art. 30. Elke deelnemer aan de plenaire vergaderingen van de Commissie en aan de vergaderingen van de groepen, van het Bureau en van de werkgroepen komt in aanmerking voor de terugbetaling van de reiskosten volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 14 van het besluit.

Art. 31. Dit huishoudelijk reglement, alsook elke latere wijziging moeten worden goedgekeurd door de Commissie in plenaire vergadering en onderworpen worden aan de goedkeuring van de Minister door de voorzitter.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 31 juli 2001 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution".

Namen, 31 juli 2001.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET